

Lettre ouverte aux participant·es au séminaire « Recherche scientifique : quels enjeux pour la France ? », organisé par la Conférence des Présidents d'Université à l'Assemblée nationale le 18 décembre 2019

Mesdames et Messieurs, cher·es collègues,

Nous tenions, avant que vous ne commenciez ce "séminaire", à vous dire quelques mots, au nom de l'Assemblée générale nationale des facs et labos en lutte qui s'est tenue samedi dernier. Nous tenions avant tout à vous remercier pour la preuve éclatante que vous donnez de la soumission constante de la Conférence des Présidents d'Université (CPU), à l'agenda politique des pouvoirs en place. Depuis sa fondation en 2007 pour préparer la loi LRU, la CPU non seulement applique, mais accompagne, anticipe et modèle les politiques de transformation managériale de l'université. Vos mots mêmes vous trahissent, quand vous ouvrez ce "séminaire" par cette phrase où tout respire le néolibéralisme : "L'attention portée par le Gouvernement aux moyens dévolus à la recherche française et à l'innovation constitue un enjeu primordial pour assurer une place prépondérante de la France et de l'Europe dans la production, le développement et le transfert des connaissances, contribuant ainsi à la compétitivité économique, au progrès social et au développement de la culture scientifique." Nous n'en pouvons plus de ce vocabulaire, qui est une insulte à ce que font réellement les travailleuses et travailleurs de la recherche.

Nous vous remercions aussi de la preuve éclatante que vous donnez, par la composition même de ce soi-disant séminaire, de votre mépris fondamental pour la recherche. Le programme le montre : il y a des président·es d'universités, des député·es, des PDG, mais pas un seul chercheur ou une seule chercheuse travaillant sur l'université, sur la recherche, sur le monde étudiant. Vous dites vouloir faire rayonner la recherche, mais vous vous tenez soigneusement à distance de tout savoir fondé, scientifique et critique sur ce monde.

Nous avons donc choisi de nous inviter à cet événement, afin d'apporter quelques éclairages, issus notamment des discussions que nous avons eu lors des assemblées générales dans les universités, les laboratoires, et lors d'une assemblée générale de coordination nationale qui a eu lieu samedi dernier. Nous sommes convaincus de l'importance d'attribuer de véritables moyens à l'université. Des moyens humains d'abord, en ayant une politique forte de recrutement sur des postes permanents, et non pas une politique de multiplications des contrats courts, précaires et souvent payés de façon indigne. Cela permettra non seulement de lutter contre la précarité des jeunes (et moins jeunes) chercheur·ses mais aussi d'accueillir de façon digne nos étudiantes et étudiants. Il faut en effet se battre pour université ouverte à toutes et tous, gratuite et de qualité. Il faut aussi permettre aux étudiant·es de poursuivre leurs études dans de bonnes conditions, notamment en réfléchissant à la mise en place d'un salaire étudiant.

Nous ne pouvons pas laisser se reproduire le drame de Lyon. Il faut aussi des moyens financiers, non pas donnés aux soi-disant meilleur·es, mais à tou·tes les travailleurs et travailleuses de la recherche, pour une recherche véritablement libre et collective.

Or, le gouvernement, avec la LPPR, promet d'aller à l'encontre de ces logiques de coopération, au profit de la compétition généralisée et de la soumission aux entreprises.

En effet, quand le "PDG" du CNRS, Antoine Petit, nous parle à propos de la LPPR à venir d'une loi "inégalitaire et darwinienne", pour s'en gargariser, c'est non seulement ridicule scientifiquement, mais c'est surtout indigne. Nous sommes dans un contexte où des étudiant·es s'immolent devant les CROUS, ou le personnel universitaire travaille dans des conditions déplorables, où les cas de burn out se multiplient à tous les niveaux. Ce n'est ni l'université, ni la société que nous souhaitons. Si nous nous joignons depuis maintenant deux semaines au mouvement de luttes contre la réforme des retraites, si nous nous battons aussi contre la réforme de l'assurance chômage, c'est parce que toutes les actrices et tous les acteurs de l'enseignement et de la recherche sont touché·es. C'est en particulier le cas des précaires, celles et ceux qui enchaînent périodes de travail, de chômage, d'inactivité, les femmes en tête, qui y perdront énormément. Dans nos facs, dans nos labos, il y a de plus en plus de travailleurs et travailleuses précaires. Aujourd'hui, les facs et les labos vivent grâce à des personnels administratifs et techniques de moins en moins payé·es, de plus en plus souvent en CDD, quand les services ne sont pas externalisés à des entreprises d'interim. Une part colossale de l'enseignement (près de la moitié) est assurée par des précaires, en particulier des vacataires payés à l'heure, des mois après la fin de leurs cours. La recherche est assurée massivement par des doctorant·es et des docteur·es sans poste, qui alternent des contrats de recherche courts et des périodes de chômage durant lesquelles elles et ils continuent à travailler pour rester dans la course. La concurrence est devenue complètement folle pour accéder à un poste de fonctionnaire dans notre secteur, ce qui aggrave les risques de discrimination à l'embauche et leurs conséquences sur celles et ceux qui les vivent. Plusieurs candidat·es ont ainsi porté plainte l'an dernier pour discrimination au concours d'entrée au CNRS. Les métiers de la recherche et de l'enseignement supérieur se ferment à celles et ceux qui n'ont pas grandi dans les bons quartiers, fréquenté les bonnes écoles, les bonnes prépas, fait leur thèse au bon endroit et survécu à la précarité grâce au soutien financier de leur famille.

On casse les procédures nationales d'évaluation par les pairs et on ne cesse d'augmenter les inégalités de moyens entre les différents établissements, qui se traduisent par des inégalités fortes dans les conditions de travail. Ces transformations de l'enseignement supérieur et de la recherche, conjuguées à Parcoursup, à la réforme des lycées, aux réformes de la formation des enseignant·es et à l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant·es étranger·es, ont des conséquences dramatiques pour les étudiant·es et remettent gravement en cause l'accès de tou·tes à des études gratuites de qualité.

Avec les réformes de l'enseignement et des universités, qui s'enchaînent depuis des décennies et dont la LPPR est le dernier bloc, on voit se dessiner une société dans laquelle lorsqu'on naît pauvre, on a accès à une éducation au rabais, à des études dans la précarité, à des salaires et des carrières précaires, pour finir sur une retraite de misère. Le rôle que joue la CPU dans ces réformes est inacceptable. C'est pourquoi l'Assemblée générale réunie le 14 décembre dernier appelle à sa dissolution ainsi qu'à la tenue d'États généraux de l'enseignement et de la recherche les 1^{er} et 2 février prochain.

Contre la CPU, contre la LPPR, vive le service public de la recherche, vive l'université ouverte !

Le comité de mobilisation des universités et facs en lutte